L'Anarcho-Syndicaliste n°9
octobre 1976
Union des Anarcho-Syndicalistes

POLITIQUE DES REVENUS ET INDÉPENDANCE SYNDICALE...

Grève générale ou grève nationale ?

Il serait intéressant d'examiner de près pourquoi la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. ont appelé à une *«journée nationale de grève»*, en recommandant une durée de 24 heures, au lieu d'appeler à une *«grève générale de 24 heures».*

«Grève nationale» ou *«grève générale de la classe ouvrière»*? Quand il s'agit pour le P.C.F. d'appliquer la stratégie dite de *«l'Union du peuple de France»*, il ne s'agit pas d'une simple querelle de mots.

Les dirigeants du P.C.F. multiplient les appels à l'*«union populaire»*. A quand *«l'union nationale»*? Bien évidemment, dans l'extraordinaire déploiement de moyens mis en place par l'appareil du P.C.F., pour dévoyer l'indispensable action de la classe ouvrière, l'utilisation de la courroie de transmission qui n'a plus de C.G.T. que le nom, est poussée au maximum. C'est sans doute (à ma connaissance) l'U.D. C.G.T. de la Gironde qui a été le plus loin dans la précision quant aux couches sociales qu'elle entend rassembler. Sous prétexte d'organiser un *«grand rassemblement populaire»*, pour *«sauver l'économie régionale»*, l'U.D. C.G.T. s'adresse, dans un appel diffusé à 100.000 exemplaires à *«tous les travailleurs, manuels et intellectuels, les retraités, les étudiants, les élèves des C.E.T., les ménagères, les commerçants, les artisans, les agriculteurs, les membres des professions libérales, les Organisations Syndicales, professionnelles, politiques, familiales, religieuses, philosophiques, culturelles...».*

Face à cette formulation que ne désavouerait pas Chirac et les gaullistes en mal de *«Rassemblement du Peuple Français»*, nous en restons, nous, à l'Union de classe.

Indépendance syndicale...

Pour s'opposer à l'exploitation capitaliste et étatique, pour la conquête de toujours plus de bien-être et de liberté, la classe ouvrière a patiemment mis en place ses propres organisations, les syndicats, qui ont pour charge la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Nous sommes des partisans résolus de l'indépendance du syndicat par rapport à tout état, parti, gouvernement, église, comme à l'égard du patronat. La force du syndicat, son efficacité, résident dans sa vocation à regrouper tous les travailleurs. C'est pourquoi nous combattons - et combattrons - toutes tentatives d'inféoder le syndicalisme à un parti politique, à un contrat de législature, à un programme de gouvernement, car ce serait mettre le syndicat, instrument de lutte pour la défense d'intérêts de classe, à la remorque de l'état.

Mais il ne suffit pas d'affirmer théoriquement ces principes essentiels. Encore faut-il les démontrer, les pratiquer concrètement, dans les faits: le syndicalisme ouvrier ne se nourrit ni d'idéologie, ni d'abstractions.

La situation actuelle est caractérisée par l'offensive anti-ouvrière, tendant à mettre en place une politique des revenus, comme un des moyens de baisser le plus possible les coûts de production. C'est-à-dire de faire payer aux travailleurs les conséquences de plus en plus sévères de l'exacerbation de la concurrence inhérente aux économies de marché.

Or, il est remarquable de constater que dans la plupart des appels pour la journée du 7 octobre, les responsables de l'union de la gauche n'abordent pratiquement pas ce problème, pourtant essentiel, pour des conditions de vie des travailleurs. Et quand ils l'abordent, c'est en termes pour le moins inquiétants.

...ou consensus à l'italienne

C'est ainsi que le communiqué commun, pourtant fort long, des trois partis de gauche, pour la journée du 7, consacre trois lignes pour dire: *«Le gouvernement veut imposer une police des salaires par voie autoritaire»*.

Est-ce à dire que si elle était «négociée» au lieu d'être «imposée» elle serait acceptée par ces partis et leurs succursales syndicales?

Est-ce à dire que si l'on décidait, avec ce gouvernement ou un autre, ainsi que le propose la C.G.T., une négociation tri-partite au sommet (Confédérations ouvrières, C.N.P.F., Gouvernement) qui établirait un nouvel indice des prix, accepté par tous **(1)** on disciplinerait l'évolution des salaires?

Edmond Maire nous apporte la réponse. Dans une interview publiée par le «Nouvel Observateur» du 4 octobre 1976, il déclare:
«Quant au gaulliste qu'il y a chez M. Barre: - alors disons - car cela n'a pas encore été dit - que c'est la première fois en Europe occidentale, non certes que l'on décide une politique des revenus, mais qu'on la dé. cide et qu'on l'impose sans aucune espèce de négociation préalable et sans aucune espèce de contrepartie! Ce n'est pas le prétendu modèle allemand ou britannique, c'est bien pis que cela! Et cette opération est menée en passant par-dessus les syndicats, qu'on a reçus pour la forme, en bon démocrate-chrétien!».

Nous y voilà! En avant pour le syndicalisme à l'italienne! En Italie on n'est pas passé par dessus les syndicats! Le Secrétaire général de la C.G.T. italienne déclare: *«Je suis d'accord avec M. Andreotti, la situation est très grave et les mesures d'austérité étaient inévitables».*

Et quelles mesures d'austérité!:
- augmentation de la vignette autos, cigarettes, gas-oil, pâtes, transports, électricité;
- blocage des salaires de plus de 3.000 francs par mois pendant deux ans;
- suppression des ponts payés.

Et les syndicats italiens, C.G.T. (et P.C.I.) en tête, ont débrayé pendant... 2 heures (!) le 7 octobre (tiens donc !) non pas contre ces mesures, mais pour demander une sérieuse reconversion de l'économie nationale!...

Autrement dit, moyennant quelques modifications dans le choix d'investissements, quelques accords de plus (comme celui de F.I.A.T.) pour accorder un peu plus de participation au «contrôle ouvrier», à travers quelques nationalisations - étatisations, en avant pour l'intégration dans le cadre d'une gestion loyale du régime capitaliste!

Mettre en place en France une politique des revenus, par ce pouvoir ou un autre, ne sera pas facile, car il faut compter avec la résistance d'une partie importante de la classe ouvrière. Cela suppose aussi que les organisations syndicales acceptent de liquider leur indépendance, garantie par la liberté de négociations et d'action.

La réussite d'une politique des revenus est conditionnée à l'acceptation par les syndicats ouvriers de sacrifier leur rôle naturel de défense d'intérêts de classe, sur l'autel de l'intérêt général et national.

Ce qui veut dire, plus que jamais, que la lutte contre une politique des revenus passe obligatoirement par la défense sans concessions de l'indépendance du syndicalisme ouvrier.

Si nous prenons par exemple la C.G.T.F.O., il est clair que l'offensive pour le contrôle politique de cette organisation est lancée par les tenants de l'Union de la gauche.

Quant à la F.E.N., nous avions déjà exprimé notre opposition à l'inquiétante évolution de ses dirigeants qui semblent vouloir subordonner les objectifs de cette organisation à la stratégie de l'Union de la Gauche.

On ne saurait se dissimuler qu'une telle orientation conduit inéluctablement à la remise en cause de l'existence de la F.E.N. C'est ce qui explique que dans les milieux dirigeants de la F.E.N., certains commencent déjà à faire des distinguos subtils entre les bons et les mauvais C.F.D.T.

(1) *«L'indexation des salaires se référant à un indice juste, est une mesure urgente et indispensable».* Humanité 15-9-76.

Le rôle des anarcho-syndicalistes est simple: Comme conséquence logique de notre lutte permanente contre le capitalisme et l'état, nous bataillerons vigoureusement, à la C.G. T.F.O. et ailleurs, au côté de tous ceux, quel que soit par ailleurs le courant de pensée dont ils se réclament, qui sont d'accord sur l'essentiel: le syndicat ne doit pas être une courroie de transmission.

Dans cette bataille fondamentale, comme à d'autres moments importants pour le mouvement ouvrier, comme en 1906, comme en 1946-47, nous serons du bon côté de la barricade.

Nous ne ferons pas que cela: nous agirons, partout où nous le pourrons, pour que les travailleurs et leurs syndicats, engagent l'action pour l'augmentation générale des salaires, pour la diminution de la durée du travail. N'en déplaise à quelques gauchistes théoriciens de salon, qui n'y verront que plat réformisme, c'est à travers l'action pour ces revendications alimentaires, quantitatives, qu'on peut mettre en échec les mesures anti-ouvrières du plan gouvernemental.

J. SALAMERO.

NOUVELLE BRÈVE...

Après un long et pénible périple Gabriel Cohn-Bendit a trouvé son chemin de Damas: il vient d'entrer à la C.F.D.T.

Rien ne dit qu'il abandonne pour autant sa participation à l'*Ecole Emancipée*, tendance de la F.E.N., dans laquelle il militait jusqu'alors.

Au contraire, selon certains bruits, dont nous laissons la responsabilité à leurs auteurs, G. Cohn pourrait jouer un rôle intéressant dans le rapprochement entre la F.E.N. et la C.F.D.T. qui vient encore de s'affirmer au cours des dernières semaines.

ESPAGNE...

Malgré de nombreuses difficultés la reconstruction de la *«Confederacion National del Trabajo»* se poursuit en Espagne. Nous avons de bonnes nouvelles qui le démontrent. Dans notre prochain numéro, nous rendrons compte de la situation dans laquelle se trouvent nos camarades espagnols, et des efforts importants qu'ils poursuivent.

Nous leur avons transmis un premier versement résultant de la souscription que l'U.A.S. a lancée ET QUI SE POURSUIT.

N'hésitez pas à adresser votre participation (en mentionnant «C.N.T.») à Claude ROUYER, 6, rue du Coteau - 44100 Nantes - C.C. P. Nantes 3894-46 V -

---

LES ENVAHISSEURS: ROBERT CHAPUIS PASSE DES AVEUX COMPLETS...

"*Mais je prévois aussi bien des erreurs qui proviendront soit de l'ignorance des travaux de mes devanciers, soit, chose plus grave, de quelque préjugé dont je ne serai pas encore parvenu à me défaire. D'avance je prie mes lecteurs de me pardonner. Du moins puis-je leur promettre le scrupule dans le travail, la droiture dans les jugements, le respect continu de la vérité".*

Elisée RECLUS ***(1).***

(1) Elisée RECLUS, *Géographie universelle, tome 1*, avertissement, Paris 1876.

1- UN PIÈGE GROSSIER:

Si le livre de Robert Chapuis *«Les Chrétiens et le Socialisme»* **(2)** commence par une M.A. - pardon: une mauvaise action - ce n'est pas par hasard.
«Certains naissent blancs, d'autres noirs. Moi, je suis né catholique».

Après cela votre compte est bon si vous avez la malencontreuse idée d'envisager des incompatibilités entre l'idéologie chrétienne et la révolution sociale: vous êtes un salaud de raciste.

GÉNÉTIQUE CATHOLIQUE:

Comme, pour les mêmes raisons que Chapuis est né catholique d'autres sont nés capitalistes, fascistes, etc., embrassons-nous Folleville, vive l'œcuménisme prêché par l'Eglise et son esprit communautaire, en avant pour la grande réconciliation des classes sous la houlette de jésus-christ. Comme cela fera plaisir à Mgr Echlinger, l'évêque de Strasbourg qui aime à dire que la lutte des classes est une forme de racisme !...

Bien que la ficelle soit un câble de marine, ce prémisse... jésuitique... est essentiel pour la cohérence interne du système exposé par Chapuis. Et puis cela vient si gentiment au fil de la plume comme un grain d'humour, se laisse facilement absorber par un esprit qui n'est pas sur ses gardes et lui mijote ensuite un bon petit sentiment de culpabilité s'il tente de s'évader de la cage où on veut l'enfermer.

Robert Chapuis est professeur de Lettres, donc sensé connaître le sens des mots qu'il suggère. Puisqu'il suggère aussi une ambiguïté, efforçons-nous de la lever en allant aux définitions.

Pour RACISME c'est clair:
- «(premier emploi écrit connu en français: 1930) Théorie de la hiérarchie des races, qui conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure de tout croisement; et à son droit de dominer les autres» **(3)**.
- «Système qui attribue une supériorité à une race sur les autres, en préconisant, en particulier, la séparation et la subordination de celles-ci à l'intérieur d'un pays (ségrégation)» **(4)**.
- «Le racisme est l'attitude ou la doctrine de ceux qui, à rencontre des constatations scientifiques, prétendent qu'il existe des races pures et croient à la supériorité d'une race sur les autres» **(5)**.

RACE est moins précis et il faut y prendre garde:
- «(1684) Groupe ethnique qui se différencie des autres par un ensemble de caractères physiques héréditaires (couleur de la peau, forme de la tête, proportion des groupes sanguins); (XIXème) groupe naturel d'hommes qui ont des caractères semblables (physiques, psychiques, culturels, etc.) provenant d'un passé commun... Ce qu'on appelle philosogiquement et historiquement la race germanique (RENAN) **(3)**. S'y ajoutent plusieurs significations dégradées.
- «La race est une notion exclusivement biologique» **(4)**, plus les significations dégradées.

Si le «petit Robert» (et le «Larousse» dans sa partie dictionnaire) s'efforce de citer tous les sens de RACE utilisés dans la langue sans porter de jugement de valeur, ce n'est pas le cas des bons pères dominicains qui n'oublient jamais qu'ils ont à remplir une mission idéologique: *«Le mot race désigne, aussi bien dans l'espèce humaine que dans les espèces animales, une subdivision de l'espèce caractérisée par des caractères physiques héréditaires communs... Il faut bien remarquer que ce qui constitue une race n'est ni la langue, ni le territoire, ni le régime politique. On ne doit pas confondre l'idée de race avec celle de civilisation, de nation ou de peuple. C'est à tort qu'on parlerait de race germanique, de race française, etc...»* ***(5)***.

Le mot RACE est donc dans la langue vers la fin du XVIIème siècle avec une signification bien précise, puis a subi divers glissements sémantiques tout en conservant sa signification originelle. Le mot RACE est construit sur cette signification originelle.

Chapuis, en contradiction avec ses coreligionnaires - une fois n'est pas coutume et il y a intérêt pour la suite de son exposé - voudrait faire croire qu'on peut être raciste lorsqu'on s'attaque à une idéologie. Y aurait-il donc des chromosomes catholiques?

(2) Robert CHAPUIS, *Les Chrétiens et le Socialisme*, Calmann-Lévy, Paris 1976.
(3) Petit ROBERT, Paris 1967.
(4) LAROUSSE en trois volumes, Paris 1969.
(5) *Economie et Humanisme Race - Racisme, Dictionnaire économique et social*, Editions ouvrières, Paris 1962.

LIBERTÉ ET LUCIDITÉ:

Le piège est éventé, mais pour le rendre totalement inopérant il est bon de rappeler quelques vérités premières.

Anarchistes, nous sommes par définition partisans et défenseurs de la liberté des individus, entre autres de leur liberté de penser - et même de croire - et d'exprimer et défendre (en respectant la liberté des autres individus) leur pensée ou leur croyance. Si, sur ce morceau de planète, les chrétiens se trouvaient un jour minoritaires (ce que nous souhaitons) et persécutés (ce que nous ne souhaitons pas), nous serions à leurs côtés pour défendre leurs droits à la liberté (en même temps que les nôtres)... tout en continuant à combattre leur idéologie que nous jugeons néfaste.

Mais pour s'en tenir à la vérité des faits il faut tout de même rappeler que, sur ce morceau de planète, jusqu'à ces dernières années on observait la situation inverse: par exemple vers 1909 mon grand-père, «exilé» en pays nantais, ne trouvait pas de travail parce que ses deux enfants n'étaient pas baptisés (oui, je suis né anticlérical... mais ce n'est pas une race).

Ce passé paraît-il révolu, nous ne voulons absolument pas y revenir. Or lorsque des chrétiens, en cohorte, veulent selon leur propre expression «vivre leur foi dans le monde» nous ne leur contestons pas la liberté de le faire, mais iI nous faut bien constater qu'ils veulent donc façonner le monde en fonction de leur idéologie. Aussi, pour préserver notre liberté, nous sommes amenés à les combattre parce que nous ne voulons pas d'un monde façonné par l'idéologie chrétienne, antagoniste par essence des intérêts de classe des travailleurs déiste donc contraire à la liberté des individus.

Et lorsqu'ils s'efforcent de masquer leurs options fondamentales sous un pseudo-socialisme - et même sous un pseudo-anarchisme, puisqu'ils tentent de récupérer notre revendication historique de gestion directe ou de gestion ouvrière **(6)** en la diluant dans le concept pour le moins vaseux de socialisme autogestionnaire - nous sommes conduits à nous poser des questions précises sur leur sincérité et sur leurs intentions finales.

Au point de vue politique (sociologique) la question sur la sincérité est d'ailleurs subsidiaire. La sincérité est certes une «valeur» individuelle importante, mais elle est totalement indépendante du contenu de la cause défendue sincèrement: de nombreux SS se sont consciencieusement fait trouer la peau pour le nazisme en toute sincérité.

Ce qui nous intéresse, ce qu'il importe de mettre à jour, c'est la logique de l'enchaînement politique que ces chrétiens sont en train de mettre en branle avec un zèle de missionnaires.

Marc PRÉVOTEL.

(6) Consulter à ce sujet: Maurice JOYEUX, *Autogestion directe - Gestion ouvrière*, Editions de La Rue, Paris 1972.

Prochain article: *II - Quelques rappels historiques.*

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

Organe de l'Union des Arnacho-Syndicalistes

Nouvelle Série - Mensuel
Prix : le numéro, 2,00 F
Abonnement 10 numéros: 20,00 F
Abonnement de soutien: 50,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 524.68 P NANTES

CORRESPONDANCE: Serge MAHE, 12, rue du Danube 44800 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78

Le Gérant : A. HEBERT

Imprimerie AUNEAU - NANTES